
African smart cities : les paradoxes des méga chantiers d'urbanisation par la technologie en Afrique

Toussaint Kounouho*¹

¹Chercheur associé au Laboratoire d'études constitutionnelle, administrative et politique (LECAP),
Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody (Cote d'Ivoire) – Côte d'Ivoire

Résumé

Les *African smart cities*, villes intelligentes ou villes du futur constituent aujourd'hui en Afrique de nouvelles formes d'ingénierie urbaine innovante et moderne qui entendent utiliser les technologies de l'information et de la communication ainsi que d'autres moyens pour améliorer la qualité de vie, l'efficacité des opérations, des services urbains et la compétitivité. Perçus par les Etats comme des réponses idéales à la fracture sociale, humaine et économique et comme de potentiels vecteurs de la modernité, les projets de villes du futur en Afrique intègrent un important dispositif épistémique à l'échelle globale. A l'aide des facilités technologiques diverses issues des partenariats chinois ainsi que de nombreux autres pays émergents, le recours aux villes intelligentes comme instruments d'accès à la modernisation nourrit des imaginaires contrastés et ambivalents de rationalisation et de construction du développement. Les changements paradigmatiques qui accompagnent ces nouveaux chantiers de modernisation des périphéries urbaines, notamment au triple plan idéologique, symbolique et relationnel, soulèvent des questionnements théoriques sur les nouvelles stratégies et les implications de la construction de l'Etat africain par la technologie. En s'appuyant sur un terrain plus ou moins extensif formé d'une palette de pays expérimentant déjà les projets des *smart cities* tels que l'Afrique du Sud, le Kenya et le Rwanda (en Afrique australe et centrale), le Nigéria et le Ghana (en Afrique de l'Ouest), le Maroc et l'Égypte (en Afrique du Nord), cette contribution propose une relecture néo-institutionnaliste, et suivant une perspective comparée, des paradoxes sociaux, économiques et politiques engendrés par la question des *smart cities* en Afrique. L'entrée par l'idée du dispositif épistémique permet d'une part, de restituer les ambigüités liées à l'extraversion d'une rationalisation technologique de l'Etat, celles liées au contrôle exclusif par les dirigeants et par la communauté d'investisseurs de développement de l'agenda des politiques publiques d'urbanisation ; d'autre part, elle illustre comment "l'Etat technologique" africain se heurte à la revendication d'une participation égalitaire des citoyens aux décisions les concernant. Ces revendications posent la problématique de la création, de l'adaptation, de la réinvention et de la réappropriation du travail technologique par l'Etat dans un contexte où la sublimation des chantiers urbains devient relativement le lieu d'un reflux autoritaire des régimes et bien parfois d'une reconfiguration de l'asymétrie dans les rapports sociaux de pouvoir et de domination.

Mots-Clés: African smart cities, Etat, Chine, Développement, Paradoxes, Domination

*Intervenant